

# Fonds non utilisés à la SCHL

De 2018-2019 à 2023-2024, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a été autorisée à dépenser en moyenne 4,6 milliards de dollars chaque année. Sur ces autorisations disponibles, la SCHL a dépensé en moyenne 3,9 milliards de dollars et a annulé en moyenne 718 millions de dollars. Sur ces autorisations annulées, 609 millions de dollars en moyenne ont été reportés sur les années suivantes. Ces montants reportés sont inclus dans les autorisations disponibles pour les années suivantes.

Tous ces montants autorisés, dépensés, annulés et reportés sont associés aux activités d'aide au logement de la SCHL; toutefois, cela inclut certains programmes qui ne sont pas liés à l'abordabilité du logement<sup>1</sup>.

## Tableau 1

Montants autorisés, dépensés, annulés et reportés par exercice financier

Millions de \$

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	Moyenne
<b>Autorisations disponibles</b>	2 466 \$	2 744 \$	6 020 \$	5 144 \$	4 888 \$	6 511 \$	4 629 \$
<b>Utilisées dans l'exercice en cours</b>	2 086 \$	2 216 \$	5 530 \$	4 043 \$	4 163 \$	5 430 \$	3 911 \$
<b>Annulées</b>	380 \$	529 \$	489 \$	1 102 \$	725 \$	1 081 \$	718 \$
<b>Autorisations annulées reportées</b>	351 \$	463 \$	378 \$	935 \$	559 \$	968 \$	609 \$

Source :

Bureau du directeur parlementaire du budget.

D'après les [Comptes publics du Canada](#).

---

<sup>1</sup> Plus précisément, l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial et le financement de Granville Island.

## Définitions

Qu'est-ce qu'une autorisation disponible?

Pour dépenser de l'argent, le gouvernement doit recevoir l'approbation du Parlement, soit par une loi adoptée précédemment, soit, sur une base annuelle, par l'introduction et l'adoption de projets de loi de crédits. Les dépenses autorisées pour une année pour chaque ministère sont appelées « autorisations totales disponibles » ou « autorisations disponibles ».

Qu'est-ce qu'une autorisation annulée?

Dans la plupart des cas, l'autorisation législative de dépenser de l'argent dans le cadre des projets de loi de crédits expire à la fin de l'exercice financier. Les autorisations annulées sont la partie des autorisations disponibles qui n'est pas utilisée ou qui est automatiquement disponible pour une utilisation dans les années à venir.

Qu'est-ce qu'un montant reporté?

Le report est le processus par lequel les autorisations non utilisées d'un exercice sont rendues disponibles pour les exercices suivants, y compris les autorisations annulées des années précédentes. Les montants reportés sont inclus dans la demande de financement au Parlement pour l'année à laquelle le financement est reporté.

Il y a eu d'importants retards dans les dépenses de nombreux programmes de la SCHL, en particulier entre 2018-2019 et 2021-2022. Au cours de cette période, la SCHL n'a pas utilisé les montants suivants :

- 617 millions de dollars de alloués au Fonds pour le logement abordable (alors le Fonds national de co-investissement pour le logement)<sup>2</sup>,

---

<sup>2</sup> Il est à noter que tous les chiffres se réfèrent à des dépenses budgétaires plutôt qu'à des autorisations de prêt.

- 222 millions de dollars alloués au Programme de prêts pour la construction d'appartements (alors l'initiative Financement de la construction de logements locatifs),
- 165 millions de dollars pour le Défi d'offre de logement,
- 102 millions de dollars pour le Programme de logement public,
- 71 millions de dollars pour le Programme de logement sans but lucratif,
- 51 millions de dollars pour l'Initiative des terrains fédéraux.

Cependant, les dépenses entre 2021-2022 et 2023-2024 ont dépassé celles initialement prévues en 2019-2020, en grande partie en raison des programmes annoncés ultérieurement, tels que l'Initiative pour la création rapide de logements, le Supplément unique à l'Allocation canadienne pour le logement et le Fonds pour accélérer la construction de logements, ainsi que le financement supplémentaire pour le Fonds pour le logement abordable, le Programme de prêts pour la construction d'appartements et le report de certains des fonds non dépensés mentionnés ci-dessus.